Projet de règlement grand-ducal

fixant pour l'année 2017 le montant maximum des indemnités qui peuvent être allouées à certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction

Avis du Conseil d'État

(15 novembre 2016)

Par dépêche du 7 novembre 2016 du Premier ministre, ministre d'État, le Conseil d'État a été saisi du projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre de la Justice. À la lettre de saisine étaient joints le texte du projet, un commentaire des articles, une fiche d'évaluation d'impact ainsi qu'une fiche financière indiquant que le projet de règlement grand-ducal, en fixant le seuil d'un montant maximum par dossier, n'aurait pas d'implication budgétaire.

Ainsi qu'il l'avait déjà observé dans son avis concernant le projet de règlement grand-ducal fixant pour l'année 2016 le montant maximum des indemnités qui peuvent être allouées à certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction, le Conseil d'État relève que contrairement à ce que suggère la fiche financière, le projet de règlement grand-ducal sous avis est bien susceptible d'avoir des implications sur le budget de l'État en fixant un montant maximum qui pourra être attribué par dossier. Dès lors, il devra, en vertu de l'article 79, paragraphe 1^{er}, de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, être accompagné d'une fiche financière renseignant sur l'impact budgétaire prévisible à court, moyen et long terme. Or, la fiche financière jointe au projet de règlement grand-ducal ne renseigne pas sur ces éléments.

En outre, l'article 79, paragraphe 2, de la loi précitée du 8 juin 1999 prévoit que la fiche financière doit être soumise pour avis au ministre ayant le Budget dans ses attributions.

Par ailleurs, le paragraphe 3 du même article de la prédite loi impose que tous les règlements entraînant des dépenses à charge de l'État, doivent porter le contreseing du ministre en question.

Le Conseil d'État rappelle que le non-respect d'une règle de procédure prescrite par une norme hiérarchiquement supérieure au règlement édicté risque d'entraîner la sanction de la non-application de ce règlement devant les cours et tribunaux en vertu de l'article 95 de la Constitution, voire, le cas échéant, son annulation par les juridictions administratives.

Examen des articles

Préambule

Le préambule devra être complété par une référence à la fiche financière qui est prescrite par l'article 79, paragraphe 1^{er}, de la loi précitée du 8 juin 1999.

En outre, la mention de l'avis du ministre ayant le Budget dans ses attributions devra être indiquée au préambule en tant que rapport dudit ministre au Grand-Duc.

Article 1^{er}

Sans observation.

Article 2

Le ministre ayant le Budget dans ses attributions, dont le contreseing s'impose pour les règlements entraînant des dépenses à charge de l'État, devra figurer parmi les ministres chargés de l'exécution du règlement sous avis.

Observations d'ordre légistique

Aux articles 1^{er} et 2, il y a lieu de faire abstraction des tirets précédant le corps du texte.

Concernant l'article 1^{er}, le Conseil d'État relève que les sommes d'argent s'écrivent en chiffres. Il convient dès lors d'éviter de faire suivre ces chiffres par les nombres afférents en toutes lettres, assortis de parenthèses.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 15 novembre 2016.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes